Introduction : Les ségrégations scolaires, un sujet d'actualité et d'avenir ?

Philippe Lemistre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/3775>

DOI : 10.4000/formationemploi.3775

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 31 octobre 2012

Pagination : 7-11

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Philippe Lemistre, « Introduction : Les ségrégations scolaires, un sujet d'actualité et d'avenir ? », *Formation emploi* [En ligne], 120 | Octobre-Décembre 2012, mis en ligne le 08 janvier 2015, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/3775> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.3775>

Les ségrégations scolaires : un sujet d'actualité et d'avenir ?

Philippe Lemistre

Ingénieur de recherche HDR (habilité à diriger des recherches) au Céreq, socio-économiste au centre associé régional de Midi-Pyrénées (CERTOP – Centre d'étude et de recherche Travail Organisation Pouvoir)

« La ségrégation scolaire, largement ignorée des médias, phénomène peu perceptible mais puissant, est une réalité sociale déniée. Elle renouvelle pourtant, progressivement et profondément, les modalités de scolarisation des élèves... Les processus ségrégatifs ont accentué l'inégalité de l'école française : ... l'écart entre les "forts" et les "faibles" ne cesse de croître » (Merle, 2012).

Ce dossier tente de mettre en évidence et de fournir quelques éléments d'analyse de la ségrégation scolaire, ou plutôt des ségrégations. Il est constitué de cinq contributions dont une première version avait été présentée aux 18^{ème} Journées d'études sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail (Céreq, 2011). Pour l'analyse des ségrégations, l'approche longitudinale est essentielle à plus d'un titre. Tout d'abord, pour mettre en évidence la récurrence des situations au fil du temps. Ensuite, pour examiner les déterminants des parcours qui conduisent à se situer dans tel ou tel groupe dans le système éducatif ou sur le marché du travail.

La ségrégation s'opère dès lors que certaines caractéristiques ou leur combinaison divisent les populations au sein du système éducatif et/ou du marché du travail en groupes relativement identifiables. Elle apparaît lorsque l'appartenance à l'un de ces groupes conduit à une situation difficilement réversible de fait. En d'autres termes, la ségrégation reflète une segmentation relativement pérenne de la population active ou scolaire qui ne s'explique pas principalement par des différences en termes de dotations initiales (par exemple, les aptitudes à l'entrée dans le système éducatif). Les caractéristiques qui déterminent l'appartenance à tel ou tel groupe sont individuelles, institutionnelles, sociales, territoriales, etc.

Les groupes ségrégués peuvent être identifiés selon des critères différents et à des niveaux d'analyse distincts. Plusieurs problématiques traversent donc le champ des ségrégations, les plus étudiées sont les ségrégations sociales, de genre et dans une moindre mesure spatiales et ethniques. Il va de soi que toutes se recoupent, mais les investigations empiriques en privilégient toujours une. Si les études sont nombreuses, la plupart s'intéresse au marché du travail, en faisant souvent l'hypothèse implicite que ségrégations scolaires et professionnelles se recoupent, les mêmes causes (genre, origine sociale, origine ethnique, spatiale) étant censées produire les mêmes effets. Or les logiques peuvent être assez distinctes. Par

exemple, en début de vie active, les ségrégations de genre scolaires et professionnelles se recoupent peu (Couppié et Epiphane, 2006)¹.

Les effets de l'expansion scolaire ont également conduit à séparer la problématique d'égalité des chances à l'école, soit l'égalité des résultats scolaires, de celle d'égalité des chances à l'entrée sur le marché du travail. La hausse des niveaux d'éducation a, en effet, eu pour conséquence une augmentation du déclassement². L'égalité des chances à l'école, en supposant qu'elle soit en partie au moins effective, peut alors être annihilée par une inégalité des chances à l'entrée sur le marché du travail à diplôme égal. Cette dernière s'explique en grande partie par les différences en termes de capital culturel, dont le capital social. Par exemple, les réseaux personnels ou la constitution de réseaux professionnels peuvent privilégier l'accès aux emplois qualifiés des mieux dotés. Pour autant, malgré le déclassement de certains, le rôle du diplôme demeure particulièrement prégnant, non seulement pour l'accès au marché du travail mais aussi pour l'accès à la qualification (Boumahdi et Lemistre, 2007 ; Maurin, 2007). Étant toujours un déterminant essentiel de l'égalité des chances pour l'accès au marché du travail, l'égalité des résultats scolaires demeure donc un sujet à part entière.

L'origine sociale des jeunes ou/et le genre sont les principaux arguments des études correspondantes. Ils constituent néanmoins des facteurs parmi d'autres ou du moins des facteurs à contextualiser. En effet, l'espace des opportunités individuelles est borné par une combinaison de facteurs. Economie et sociologie proposent des cadres interprétatifs du champ des possibles à travers, par exemple, la théorie des « capacités » de Sen ou la théorie contextualiste de Lahire. Dans ce cadre d'analyse, à partir d'investigations empiriques sur les parcours depuis la classe de 6ème jusqu'au marché du travail, la première contribution au dossier, de Noémie Olympio et Valérie Germain, analyse les déterminants de ces parcours en enrichissant les variables explicatives « habituelles » d'éléments de contexte.

Parmi les déterminants pris en compte par les auteures figure le fait d'avoir étudié au sein d'un établissement classé en zone d'éducation prioritaire (ZEP). La composante territoriale constitue en effet un facteur important. Or, les ségrégations spatiales sont encore peu étudiées en France, même si le rôle du territoire a fait l'objet d'une attention renouvelée récemment, particulièrement s'agissant du rôle des ségrégations urbaines dans l'accès à l'emploi (Dos santos, L'Horty et Tovar, 2010). A contrario, pour les ségrégations scolaires, les études sont rares. L'une des raisons est l'écueil constitué par la construction empirique des indices de cette ségrégation. Danièle Trancart poursuit ici ses travaux dans ce domaine en mobilisant une méthode originale pour un vaste état des lieux des déterminants spatiaux des parcours scolaires à l'entrée et à la sortie du collège.

1. Les ségrégations de genre ne sont pas directement abordées dans ce numéro, notamment car elles ont fait l'objet de nombreuses investigations ces dernières années (Numéro spécial *Formation Emploi*, n° 93, « Au-delà du genre, l'insertion », 2006, par exemple).

2. Qualification de l'emploi obtenu inférieure à celle correspondant au niveau d'études.

Cette étude originale dans son objet s'inscrit néanmoins sur le terrain privilégié des travaux relatifs aux ségrégations scolaires : le primaire et le secondaire. Or, avec un objectif de 50 % de diplômés de l'enseignement supérieur pour chaque génération de sortants du système éducatif à l'horizon 2015 (42 % actuellement), l'expansion scolaire souhaitée, à tort ou à raison, par les pouvoirs publics, en favorisant l'accès du plus grand nombre aux études supérieures, déplace la problématique des ségrégations scolaires vers ce niveau (Lemistre, 2009). Ainsi, pour certaines filières universitaires qui ont bénéficié de l'expansion scolaire en attirant nombre de jeunes d'origine sociale modeste, territoire et origine sociale vont déterminer la réussite. La filière AES (Administration économique et sociale) est particulièrement concernée par ces évolutions. Sandrine Nicourd, Olivia Samuel et Sylvie Vilter y consacrent une étude comparative quantitative et qualitative entre deux universités aux profils bien distincts : la première, dans les Yvelines, et la seconde, en Seine Saint-Denis. Les spécificités et déterminismes sociaux et territoriaux permettent d'éclairer les processus différenciés de socialisation des étudiants et leurs conséquences en termes de parcours.

Si l'expansion scolaire a accru les opportunités d'accès à l'enseignement supérieur pour des jeunes d'origine sociale modeste qui jusqu'alors n'y accédaient pas, les ségrégations demeurent, aussi bien pour l'accès au supérieur que pour la réussite à ce niveau. Or, comme cela a été évoqué plus haut, si sur le marché du travail, le diplôme est de moins en moins suffisant, il est de plus en plus nécessaire. Les jeunes qui n'ont pas eu leur chance dans le système éducatif ou qui ont échoué dans le supérieur, ou encore les générations antérieures moins diplômées, sont alors tentés de revenir aux études, comme en témoignent le développement des formations postsecondaire à l'université ou le succès de la VAE (validation des acquis de l'expérience)³. Dans ce domaine, la France est encore très éloignée de certains pays, notamment le Canada. Dans ce pays, plus du quart des effectifs des universités concernent des étudiants en reprise d'études ; au Québec, 45 % des étudiants ont plus de 26 ans. Le retour aux études est donc nettement plus répandu et son analyse peut présager des effets de l'évolution de la reprise d'études en France, en termes de ségrégations à venir. En effet, si les reprises d'études peuvent représenter une seconde chance, à nouveau la réussite ou l'accès à la reprise d'études ne sont pas indépendants des facteurs sociaux. Pierre Doray, Pierre Canisius Kamanzy, Benoît Laplante et Maria Constanza Street apportent ici des éléments d'analyse sur les déterminants de la ségrégation lors des reprises d'études des moins de 27 ans au Québec.

Espace des possibles dans les choix d'études, influence du territoire, accès et réussite dans l'enseignement supérieur, seconde chance, les quatre premières thématiques abordées en rejoignent une autre, pourtant nettement moins explorée, surtout concernant les parcours d'études en France : les ségrégations ethniques. L'attention se centre en effet principalement sur le marché du travail, y compris dans la sphère publique, à travers les dispositifs

3. Cette dernière nécessitant souvent, pour la validation des acquis, un retour partiel aux études.

publics ou législatifs, notamment la veille d'organismes publics (HALDE – Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité -, observatoires des inégalités) et des actions ad hoc (testing, par exemple). Sans doute, le déterminisme ethnique peut sembler moins accentué dans le système scolaire en regard du marché du travail. L'accès au système éducatif est de fait supposé non discriminant sur le plan ethnique. Les discriminations constatées sont imputées au cumul de désavantages familiaux par les jeunes de certaines origines ethniques, notamment le bas niveau d'éducation des parents, leur situation professionnelle et leur localisation spatiale.

Concernant les études empiriques, notamment statistiques, les éléments dont on dispose sur les ségrégations ethniques sont de nouveau plus conséquents pour le marché du travail que pour le système éducatif. Toutefois, les ségrégations sont toujours saisies de manière indirecte en France, les statistiques ethniques étant en partie interdites. Désigner un groupe ethnique est en effet susceptible de le stigmatiser davantage, ceci en contradiction avec le principe universaliste, particulièrement en France. En effet, le repérage ethnique gêne peu les anglo-saxons, dans une perspective communautaire. Or, l'acceptation de l'ethnicité peut être discriminante en elle-même, l'interdiction de statistiques ethniques apparaît alors comme un garde-fou. L'origine ethnique peut néanmoins être prise en compte sans la constitution de groupes ethniques a priori. Par exemple, l'enquête « trajectoire et origine » propose de mêler les différentes caractéristiques des trajectoires dont la nationalité des parents constitue un élément parmi d'autres (Beauchemin et alii, 2010). Pour certains, au regard des nombreuses études anglo-saxonnes, ce type d'approche demeure néanmoins insuffisante pour bien saisir les ségrégations. En matière de statistiques ethniques, il existe une exception française pour la Nouvelle-Calédonie. Ce numéro propose une étude originale de Laure Hadj, Gaël Lagadec, Gérard Lavigne et Catherine Ris. Elle porte sur les effets de la démocratisation sur la ségrégation à l'égard des Kanak, et ce sur une période de vingt années à partir des quatre derniers recensements de la population (1989, 1996, 2004, 2009).

Au final, ce dossier, s'il ne prétend pas couvrir l'intégralité des phénomènes ségrégatifs scolaires, souligne l'actualité d'un phénomène encore insuffisamment étudié. L'augmentation considérable (plus de 10 % en vingt ans) de la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur, la création et le développement de filières professionnelles au niveau IV (baccalauréat professionnel), II (licence professionnelle) et I (augmentation des effectifs master, Écoles), interrogent les modes « d'allocation » des jeunes vers ces différentes « opportunités » : en sont-elles vraiment ? Sont-elles avant tout un nouveau moyen de trier la population scolaire pour le marché du travail, dans le cadre de ségrégations éventuellement renforcées ?

L'expansion des filières et spécialités est susceptible, en effet, de renforcer les ségrégations, voire de les faire accepter par les personnes concernées : *« ... le système à classements flous et brouillés favorise ou autorise ... des aspirations elles-mêmes floues et brouillées... S'il est vrai qu'il paie une grande part des utilisateurs en titres scolaires dévalués – jouant des erreurs de perception que favorise la floraison anarchique des filières et des titres à la fois relativement*

insubstituables et subtilement hiérarchisés —, il reste qu'il ne leur impose pas un désinvestissement aussi brutal que l'ancien système et que le brouillage des hiérarchies et des frontières entre les élus et les exclus, entre les vrais et les faux titres, contribue à imposer l'élimination en douceur et l'acceptation en douceur de cette élimination... » (Bourdieu, 1979)

■ Bibliographie

- BEAUCHEMIN C., HAMEL C. et SIMON P. (2010), « Trajectoires et Origines, Enquête sur la diversité des populations en France », document de travail INED INSEE, <http://teo.site.ined.fr/>
- BÉDUWÉ C., BRUYÈRE M., COUPPIÉ T., GIRET J.-F., GRELET Y., LEMISTRE P., WERQUIN P. (2011), « Les nouvelles ségrégations scolaires et professionnelles », *Cereq. Relief*, n° 34, 396 p.
- BOURDIEU P. (1979), « *La distinction* », Paris, Minuit.
- BOUMAHDI R. et LEMISTRE P. (2007), « Devenir cadre : une affaire de famille, de genre ou d'éducation ? », *Revue d'Economie Appliquée*, n° 2, pp. 123-156.
- COUPPIÉ T. et EPIPHANE D. (2006), « La ségrégation des hommes et des femmes dans les métiers : entre héritage scolaire et construction sur le marché du travail », *Formation Emploi*, n° 93, pp. 11-28.
- DOS SANTOS M., L'HORTY Y., TOVAR E. (2010), « Ségrégations urbaines et accès à l'emploi », numéro spécial de la *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 1.
- LEMISTRE P. (2009), « Faut-il poursuivre l'expansion scolaire ? », *Economie et Société*, n° 31, pp. 1469-1501.
- MAURIN E. (2007), « *La nouvelle question scolaire* », ed. Seuil.
- MERLE P. (2012), « *La ségrégation scolaire* », La Découverte, collection « Repères. Sociologie ; n°596 », 127 p.